La direction d’Air France prévoirait 5000 nouvelles suppressions d’emploi…après 2017

06/10/2015 à 17h36
Le Canard enchainé – 07/10/15

Air France : 5 000 suppressions de postes encore dans les soutes P. 2

Le roi des forains fait la loi à Paris P. 4



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

87e année – N° 4954 – mercredi 7 octobre 2015 – 1,20 €



Crise et turbulences à Air France

Macron : "J'avais bien raison de préconiser l'autocar !"

CLIMAT TENDU



Synode et Gomorrhe

COMMENT dit-on « coming out », en latin ? En révélant son homosexualité à la veille d'un synode consacré à la famille, monseigneur Charamsa a provoqué un tsunami dans les bénitiers. Ce n'est pas un simple curé de campagne : installé depuis dix-sept ans à Rome, professeur des universités pontificales, ce beau gosse de 43 ans est membre de la Congrégation pour la doctrine de la foi – un truc sorti de l'Inquisition » –, chargée de préserver le dogme et la pureté des mœurs.

En plus, il est polonais : Wojtyla, réveille-toi, ils sont devenus gays ! Pour se rien arranger, Monseigneur présente sans pleurnicher son compagnon à la presse. Enfin et sacristie ! Il explique dans le « Corriere della Sera » que « le clergé est largement homosexuel » et qu'ils « sont nombreux, les prêtres homosexuels qui n'ont pas le courage de sortir du placard ». En attendant les statistiques, le pape est embarrassé, lui qui lança, peu après son élection, en 2013, à propos d'« une personne homosexuelle » : « Qui suis-je pour la juger ? » Mais…justement, Jorge, tu es pape, tu es payé pour cela : répondre à Charamsa-chabada lorsqu'il prétend que « l'amour homosexuel est un amour familial, qui a besoin de la famille… Chacun, et même les gays, les lesbiennes et les transsexuels, porte dans son cœur un désir d'amour et de famille ». Ouf ! Il reste dans la ligne. Tant que la famille est préservée, tout est possible. Même un pape différent… avec ses grands-chapeaux et ses filles soutanes. Qui sommes-nous pour juger une drag-queen ?

F. P.

Chemise au poing

UNE chemise arrachée, un costume déchiré, un dialogue social en lambeaux et une compagnie emblématique dont les comptes sont en ruine et l'image écornée. Bienvenue à bord, « France (à la the air », commente la cool pub maison ! Sauf que le fond de l'air est très agité et que, pour Air France, la fin de la zone de turbulences est encore loin d'être annoncée.

Érigées en icônes du « dialogue social à la française », les photos du DRH démissionnaire escaladant les grilles de Roissy pour fuir la vindicte du personnel ont fait le tour du monde. Les débordements cogneurs de quelques gros bras syndicaux énervés ont focalisé les regards et les réactions. Vaste fustige les « voyous » et Sarko, qui se prend pour de Gaulle version Morano, en rajoute sur la « chienlit ». Ces violences humiliantes sont évidemment aussi déplorables que contre-productives dans une compagnie jusque-là habituée à des rapports plus feutrés. Mais elles ne peuvent masquer une réalité elle aussi d'une grande brutalité. Un plan social de 2 900 départs juste pour commencer, c'est violent ! Et, pour ceux qui sont poussés vers la sortie, c'est plus dur, bien sûr, qu'une chemise ou un costume lacérés, fussent-ils sur mesure.

D'autant que (*lire p. 3*), après ce plan 3 s'annonce un autre C, une fois la période actuelle passée. Le plan de 2 900 départs volontaires, sans exclure des licenciements secs, est juste un hors-d'œuvre préélectoral censé tenir les comptes et une explosion sociale jusqu'en 2017. Ensuite, c'est 5 000 personnes au bas mot qu'il est envisagé de rayer des effectifs d'une compagnie qui, si elle n'est pas encore à quelques pieds du crash, n'est plus à l'abri du rachat.

Affolée par la stratégie intraitable de ses pilotes, sonnée par des grèves à répétition qui ont non seulement plombé les comptes mais aussi donné des ailes à une concurrence qui ne fait pas de cadeaux, la compagnie nationale s'englue dans une crise dont elle a de plus en plus du mal à sortir. Elle a pris du retard dans les deux secteurs les plus rentables du transport aérien : le low cost et le luxe. N'ayant pas trouvé d'accord, en 2014, avec les pilotes pour sa filiale à bas coût, au point de quasiment y renoncer, annulant aujourd'hui des commandes de nouveaux avions et fermant des lignes, la compagnie reste en calminde. Nombre de compagnies nationales européennes qui avaient tardé à réagir aux nouvelles normes du transport aérien ont déjà disparu. Air France, avec des comptes dans le rouge, alors que ses concurrents anglais ou allemands dégagent, en bénéfice, deux fois le montant de ses pertes, est acculé à des solutions qui risquent fort d'accélérer sa chute.

Moins d'avions et moins de lignes, c'est plus de licenciements qui s'ajoutent aux inévitables suppressions de postes. Et, dans une compagnie dans laquelle l'État actionnaire (17 %) a beaucoup contribué au fait que le personnel se sente plus dans le secteur public que dans le secteur privé concurrentiel, cela ne facilite évidemment pas un dialogue social mal engagé. C'est dire que chacun des partenaires – direction d'Air France, État actionnaire et syndicats – va devoir prendre ses responsabilités pour trouver un accord. Et, plutôt que de s'entre-déchirer la chemise, la mouiller pour y arriver !

Erik Emptaz

DURCISSEMENT DU CONFLIT



HOLLANDE ET LE TRANSPORT AÉRIEN



– Faites comme à l'Élysée, passez en pilotage automatique !

Gare aux gourous !

ILS ont envahi tous les secteurs. L'actrice Rasputine fait de plus en plus d'émules. Les acteurs ne peuvent plus se passer de leurs coachs, les sportifs de leurs agents, les grands patrons et les politiques de leurs communicants, les entrepreneurs, privées ou publiques, des cabinets de conseil et les jeunes mariés des « wedding planners », qui programment de leur organiser de A à Z le séminaire de leurs rêves. Sans parler de tous ceux qui sont devenus esclaves de leur Smartphone et l'ont érigé en gourou douloux indispensable à leur quotidien.



Tous accros, tous dépendants, tous soumis aux gourous de la vie moderne, qui savent monnayer leurs services et en tirer de gros profits. « Les Dossiers du Canard » ont mené l'enquête sur ce grand bizness. Une lecture indispensable pour s'en garder.

« Gare aux gourous ! », 116 p., 6 €, en kiosques.

L'eau tue, l'auto aussi

LA mortalité routière est repartie à la hausse, ça se confirme. Près de la moitié des 20 personnes qui ont été tuées au cours des ponts du week-end dans les Alpes-Maritimes l'ont été pour avoir tenté de sauver leur voiture. « En cas de crue, on constate que la majorité des décès sont imputables au fait de vouloir aller chercher sa voiture ou de chercher à rejoindre son domicile coûte que coûte, malgré les alertes », assure un expert. « Encore une fois, il faut qu'on prévienne qu'à un moment il vaut mieux laisser sa voiture que laisser sa vie », a commenté, navré, le président de la République, François Hollande, venu en personne sur les lieux des intempéries. C'est bien la preuve que le gouvernement n'hésite pas à se mouiller pour lutter contre l'insécurité routière.

La veille des orages dévastateurs, le Premier ministre réunissait à Matignon un comité interministériel. Il proposait un nouveau plan de lutte contre la mortalité routière et décidait de multiplier les radars, les vrais et les faux. Ce ne sera pas très utile pour lutter contre les inondations de parkings, mais ça fera le bonheur des prestataires privés, qui vont désormais se partager le marché des radars mobiles, les gendarmes laissant tomber l'activité, qui leur mange trop de temps.

L'automobiliste ne saura plus où donner de la tête, qui va aussi être surveillé par des drones au-dessus de lui. Un drone inquisiteur qui pourra juger du respect des distances de sécurité, des franchissements de ligne jaune, du port de la ceinture de sécurité. Et de la couleur des yeux de l'occupant du siège passager ? Le conducteur n'aura pas intérêt à avoir le nez en l'air, entre l'observation du ciel pour ne pas confondre radar volant, ULM et 747 en péril, celui des bas-côtés pour distinguer les vrais radars des faux et la lecture des cartes mélelo avant d'entrer dans les parkings souterrains. De quoi perdre pied et dégoûter à vie de la conduite automobile.

Le gouvernement a trouvé là sans doute son meilleur plan pour convaincre les Français de passer à la « voiture autonome ». La fameuse auto-sans-conducteur qui intéresse tant les multinationales Apple et Google, et les constructeurs, dont Citroën, qui vient de faire rouler la sienne jusqu'à Bordeaux.

Au fait, la voiture du futur, elle sait nager ?

J.-M. Th.

APRÈS LES INONDATIONS SUR LA CÔTE D'AZUR...



La noix d'honneur

DÉCERNÉE à Jeb Bush, candidat à la primaire républicaine, pour son commentaire distancié après la tuerie qui a fait 20 morts à l'université d'Umpqua, dans l'Oregon (« Libération », 8/10) :

« J'ai connu ce genre de défis en tant que gouverneur […]. Vous savez, ce sont des choses qui arrivent. Il y a toujours des crises, et la réaction immédiate est d'essayer de faire quelque chose, mais ce n'est pas nécessairement ce qu'il faut faire. »

Pour le digne frère de George W. Bush, un joli programme présidentiel !

Bienvenue à Sciences-Philippot !

IL revient, dans le calme et la bonne humeur. Pas comme il y a vingt ans, lorsque sa présence provoquait hurlements et barrages. Le FN reprend pied à Sciences-Po, très légalement, via une « association étudiante reconnue » qui a – en quelques heures – recueilli les 120 voix (sur 13 000 étudiants) nécessaires. Avec, à sa tête, un étudiant qui militait deux ans plus tôt au Front de gauche…

Bien poli, tout cela. Au début des années 80, des témoins se souviennent d'un portrait accroché dans le hall de Sciences-Po et entouré d'un ruban noir. Au-dessous, cette phrase : « *Honneur à sir Oswald Mosley* ». Le chef du parti fasciste britannique, admirateur d'Hitler, venait de mourir, et l'extrême droite de Sciences-Po marquait le coup.

À l'époque, elle ne cachait pas ses sentiments profonds…

Bon anniversaire, la Sécu !

LA Sécurité sociale, créée voilà soixante-dix ans, avait une grande ambition : instaurer la solidarité pour permettre à chacun de se soigner. Mais cette solidarité a pris, depuis vingt ans, une drôle de direction. Avec la création par Juppé, en 1995, de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), ce sont en effet les générations à venir qui vont – sans que personne leur ait demandé leur avis – être obligées d'être solidaires dans le futur de nos excessives dépenses actuelles.

Lors de l'invention de la Caisse, la dette à rembourser – grâce à la CRDS et à une partie de la CSG – se montait à 35 milliards d'euros. Depuis, tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont chargé la barque. Les nouveaux déficits augmentant chaque année plus vite que les montants remboursés, la Cades grossit inexorablement. On en est aujourd'hui à 127 milliards. Et ce n'est pas fini. La Sécu a accumulé un déficit de trésorerie de quelque 32,5 milliards. Et la Cour des comptes vient de demander vigoureusement que ce déficit soit intégré dans la Caisse.

Un rayon de soleil, toutefois : le ministre du Budget, Christian Eckert, a bon espoir que cette année – pour la première fois depuis sa création – les remboursements de la Cades soient supérieurs aux nouvelles dettes qui lui seront transférées. Elle devrait donc – enfin – entamer une cure d'amaigrissement.

C'est comme si c'était fait !

Le mur du çon

FRANCHI, en costume vendéen d'époque, par le revenant Philippe de Villiers, qui s'en prend, dans « Vrais leurs actuelles » (30/9), au « projet de sauvetage électoral de François Hollande et [à] celui des bobos. Ils veulent faire de la France un grand Kosovo islamique, sous clé américaine ».

En parlant cas, l'Ajité du bocage pourra toujours s'abriter dans le Puy-du-Fou !